

Lutter contre la pauvreté ! Avec ou sans austérité ?

Articles

Le 7 octobre 2010 |

2010, c'est l'année européenne de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. 2010, c'est aussi l'annonce de l'austérité dans beaucoup de pays de l'Union européenne. Une austérité nécessaire, disent les gouvernements des pays de l'Union européenne. Une austérité qui va aggraver la crise et la pauvreté, disent les syndicats et les associations. Et pour le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso : « *ce sont les comptes publics déséquilibrés et les dettes excessives qui sont antisociaux.* » La lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, c'est bien une priorité de l'Union européenne. Mais avec la crise et l'austérité, lutter contre la pauvreté c'est encore plus compliqué...



Photo : Belga

Dans l'Union européenne, 84 millions de personnes sont victimes de la pauvreté. Intolérable dans les pays de l'Union européenne qu'on appelle les pays riches. Intolérable dans une Union européenne pour qui la solidarité est un principe fondamental. Pour l'Union européenne, 2010 est donc une année de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. C'est même une année de combat : « il faut s'attaquer de front aux causes de la pauvreté afin de garantir pour chacun un rôle actif dans la société. » Pour cela, l'Union européenne favorise la prise de parole des victimes de la pauvreté et de l'exclusion sociale. L'Union européenne sensibilise le public au problème de la pauvreté. L'Union européenne encourage les citoyens européens, les associations, les mouvements à s'engager dans la lutte contre la pauvreté.

Lutte contre la pauvreté et crise

L'Union européenne s'engage à continuer sa politique de lutte contre la pauvreté. La pauvreté ne date pas d'hier. Et les problèmes sont compliqués.

Compliqués surtout en cette fin d'année 2010... Car, à cause de la crise, le chômage et la pauvreté augmentent. Les Etats européens ont moins de moyens financiers. Ils pourraient bien sûr emprunter pour investir dans l'économie et le social. Mais quand on emprunte, il faut payer des intérêts. Et la Commission européenne veille à ce que les pays européens ne soient pas trop en déficit. Donc, dans de nombreux pays de l'Union européenne, les gouvernements annoncent l'austérité. C'est-à-dire que les Etats font tout pour dépenser le moins possible et ils font tout aussi pour récolter le plus d'argent possible.

Petit tour d'Europe...

En Grèce, le gouvernement va diminuer le nombre de fonctionnaires, c'est-à-dire le nombre d'emplois dans les services publics. Pour les travailleurs qui restent dans la fonction publique, leur salaire n'augmentera plus avant 2014. La taxe TVA était de 19% en mars, elle passe à 23%. Pour prendre leur pension, les Grecs devront travailler 40 ans et non plus 37 ans. Le niveau de pension n'est plus calculé sur le dernier salaire mais sur une moyenne calculée sur toute la carrière. En France, il y aura moins d'argent aussi pour les services publics. Par exemple, 16 000 emplois de moins dans l'éducation. En Espagne, les fonctionnaires vont perdre 5% de leur salaire. En 2011, les pensions n'augmenteront pas. En Irlande, il y a déjà eu 2 plans d'austérité en 2009 : les allocations sociales ont baissé et les salaires des fonctionnaires ont été réduits de 5 à 15 %. En Italie, le gouvernement a gelé les salaires des fonctionnaires pour trois ans. En Allemagne, les aides aux chômeurs de longue durée et aux jeunes parents ont été réduites. Au Royaume-Uni, les aides sociales vont diminuer. Le salaire des fonctionnaires est gelé pour deux ans...

Des réactions, des manifestations

Toutes ces mesures d'austérité ont provoqué des manifestations et des grèves dans les différents pays européens. Et pour dire non à cette austérité européenne, une grande manifestation s'est déroulée le 29 octobre à Bruxelles. Environ 100 000 personnes ont marché contre l'austérité. Elles étaient venues à l'appel de la Confédération européenne des Syndicats (CES) et du Forum social européen. La CES regroupe plus de 80 organisations syndicales européennes. Le Forum social rassemble des centaines d'associations et de mouvements européens qui luttent sur le terrain contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

La CES et le Forum social critiquent durement les politiques d'austérité. Pour eux, l'austérité est injuste et inefficace. Les mesures d'austérité sont injustes, disent-ils : *Des millions de personnes sont déjà fragilisées par la crise. Aujourd'hui, ces mêmes personnes vont devoir se serrer encore plus la ceinture. Les gouvernements punissent ainsi une seconde fois ceux qui ont déjà payé la facture de la crise.* En plus, ces mesures d'austérité sont inefficaces, affirment-ils : *Les citoyens auront moins de pouvoir d'achat et moins de droits sociaux. Les mesures d'austérité risquent donc de tuer la croissance économique déjà faible et de créer encore plus de chômage et d'exclusion.* Avec les mesures d'austérité, les gouvernements se trompent disent les syndicats européens et le Forum social. Pour eux : *les gouvernements obéissent, dans la panique, aux ordres des sociétés financières. Celles-là mêmes qui sont à l'origine de la crise.*

Les syndicats et les associations européennes ont choisi Bruxelles pour manifester car c'est à Bruxelles que se trouve le pouvoir de décision de l'Union européenne. Bruxelles, capitale de l'Europe. Bruxelles, capitale de la Belgique. La Belgique qui préside jusqu'en décembre le Conseil de l'Union européenne. La Belgique qui fait aussi de la lutte contre la pauvreté une priorité de sa présidence européenne. Mais la Belgique qui n'a toujours pas de nouveau gouvernement fédéral. Car en Belgique aujourd'hui, peut-être plus qu'ailleurs, c'est compliqué de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Thierry Verhoeven